

## Le monde sociopolitique autochtone au Québec de septembre 2013 à avril 2014

Geneviève Beaudet

Volume 43, Number 2-3, 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026121ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026121ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Beaudet, G. (2013). Le monde sociopolitique autochtone au Québec de septembre 2013 à avril 2014. *Recherches amérindiennes au Québec*, 43(2-3), 144–146. <https://doi.org/10.7202/1026121ar>

### LE MONDE SOCIOPOLITIQUE AUTOCHTONE AU QUÉBEC DE SEPTEMBRE 2013 À AVRIL 2014

Geneviève Beaudet

LES RELATIONS « D'AIDE » entre les gouvernements et les premiers peuples continuent à se dérouler dans le cadre de la gestion des ressources naturelles. En septembre, la visite de Pauline Marois au Nunavik suscite beaucoup d'attente, mais lorsque la Première ministre accuse Ottawa de ne pas verser sa juste part de financement pour le logement social, les Nunavimmiuts se sentent encore une fois pris en otage entre Québec et Ottawa. En février, le gouvernement fédéral présente une « réforme » de l'éducation chez les Premières Nations dans le but avoué de former des travailleurs pour les industries reliées aux ressources naturelles, mais sans tenir compte des différences culturelles ni du droit à l'autodétermination, ce qui soulève une vague nationale de protestations. D'autre part, les revendications concernant le droit à la justice pour les femmes s'amplifient et, en octobre, le rapporteur du Conseil des droits de l'homme de l'ONU déclare que le Canada doit mettre sur pied une commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées. La suggestion est rapidement désavouée par le gouvernement Harper, et la GRC déclarera plus tard vouloir rouvrir tous les dossiers des femmes autochtones disparues.

#### **AUTOMNE AUTOCHTONE 2013 : REVENDEICATIONS TERRITORIALES, PÉTROLE, ALLIANCES ET CULTURE**

Quatre mois bien remplis de conférences, débats et panels reliés à différents enjeux autochtones sont présentés en automne 2013, la plupart dans les locaux des universités

québécoises. Les événements sont organisés directement par des départements ou des facultés, ou en cogestion avec des organisations externes.

- 25 septembre – Mary Eberts : « Law VS Justice: How the courts are preparing for one last, fatal, round of treaty negotiations with indigenous people in Canada » (Faculté de droit, Université McGill).
- 26 septembre – Norman Achneepineskum : « Residential schools & violence against Native Women: My mother, a modern warrior » (Centre for Gender Advocacy, programme Justice for Missing and Murdered Native Women et Université Concordia).
- 23 octobre – Alliance femmes autochtones et allochtones : l'espoir d'un monde en équilibre? Formation avec Widia Larivière, Viviane Michel et Camille Robitaille (UPop Montréal, Café coopératif l'artère).
- 24 octobre – Bruce Miller : « Oral history on trial: Recognizing Aboriginal narratives in the Courts » (First Peoples' Studies Program, Université Concordia).
- 5 novembre – Cristhian Teofilo Da Silva : « De la racialité du pouvoir dans les relations interethniques entre les peuples autochtones et les États nationaux en Amérique latine » (Ciéra, Université Laval).
- 7-8 novembre – Louise Lachapelle et Shan dak Puana : « La recherche en milieu autochtone » (UQAM et Mamu minu-tutamutau).
- 18 novembre – *Société civile autochtone et québécoise : quelle convergence?* Conférence-débat avec Mélissa Mollen-Dupuis, Viviane Michel, Widia Larivière et Natasha Dawn Latter (CRECQ, RÉSEAU, UQAM).
- 21 novembre – Shawn Atleo : « Indigenous rights are Human rights » (Fondation Trudeau – Hôtel Sheraton).
- 27 novembre – Denys Delâge : « La peur de passer pour des

« Sauvages » » (Les Belles Soirées, Université de Montréal).

- 3 décembre – « Prendre sa place en ville. Les Premières Nations au XXI<sup>e</sup> siècle : positionnement dans les lieux d'art, de savoir et de culture ». Journée d'études interuniversitaires avec Isabelle St-Amand, Renate Eigenbrod, Simon Harel, Amaryll Chanady, Will Straw, Véronique Hébert et Élise Dubuc (département de littérature comparée, Université de Montréal et Terres en vues, avec la collaboration avec le Conseil des arts de Montréal).

Pour ce qui est des mobilisations, le 4 octobre 2013 a eu lieu à Montréal la 8<sup>e</sup> Marche commémorative en mémoire des femmes autochtones assassinées et disparues, organisée par le Centre for Gender Advocacy, qui rassemble quelques centaines de personnes. Quelques jours plus tard, Idle No More/Fini l'inertie tente de monter une tente d'activités dans le Vieux-Montréal afin de souligner le 250<sup>e</sup> anniversaire de la Proclamation royale, mais la police les obligera à la démonter, sous la pluie<sup>1</sup>. Le 16 novembre, la communauté mohawk de Kanesatake organise un rassemblement de solidarité contre les pipelines au parc d'Oka dans le cadre d'une campagne nationale de sensibilisation organisée par les Premières Nations. Plusieurs organismes les appuient, dont Greenpeace Québec, Alternatives et le parti Québec solidaire, qui réclame que soit élargie la commission parlementaire concernant l'inversion du flux du pipeline 9B de la société Enbridge afin qu'elle aborde les enjeux environnementaux comme les déversements de pétrole<sup>2</sup>. Le 4 décembre à 18 h, l'organisme Solidarité Lac Barrière organise une manifestation en soutien à la communauté algonquine de Lac-Barrière, et le 21 décembre l'année se termine avec une célébration organisée par le Cercle des Premières Nations de l'UQAM, intitulée « Idle No More, un an ensemble ».

**HIVER 2014 : CONTRÔLE DE L'ÉDUCATION, CINÉMA POLITIQUE, SAUVEGARDE DU FESTIVAL PRÉSENCE AUTOCHTONE ET AUTODÉTERMINATION**

- 21 janvier – « Les Autochtones et le Québec : des premiers contacts au Plan Nord ». Table ronde et lancement du livre, avec Viviane Michel et Ghislain Picard (Musée de la civilisation).
- 28 janvier – Journée d'étude sur la Loi sur l'éducation des Premières Nations avec Aurélie Arnaud, Jennifer Brazeau, Widia Larivière et Mélissa Mollen-Dupuis (Cercle des Premières Nations de l'UQAM).
- 10 février – *Honour Your Word/ Tenez parole*. Projection en présence de représentants de la communauté de Lac-Barrière (Cinéma politica, Université Concordia).
- 13 février – « L'accès à la justice en matière de droits de la personne ». Table ronde des femmes autochtones (Commission canadienne des droits de la personne).
- 14 février – Marche commémorative en hommage aux femmes disparues ou assassinées (Centre for Gender Advocacy, programme Justice for Missing and Murdered Native Women, Université Concordia).
- 18 février – *Kanehsatake – 275 ans de résistance*. Projection en présence de la réalisatrice Alanis O'Bomsawin (département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques, Université de Montréal).
- 19 mars – Mélissa Mollen Dupuis : Idle No More (Association des étudiants en histoire de l'art, Université de Montréal).
- 20 mars – Concordia – Luttés d'autodétermination. Panel avec Denise Jourdain et Élyse Vollant (Alliance Romaine) qui parlent de la résistance au Plan Nord.

En février, menacé d'une coupure de 100 000 \$, le Festival Présence autochtone mobilise la communauté montréalaise et le grand public et

**40<sup>e</sup> anniversaire de Femmes autochtones du Québec**

L'association Femmes autochtones du Québec/Québec Native Women Association (FAQ) célèbre en 2014 son 40<sup>e</sup> anniversaire. Les fêtes ont commencé en novembre 2013 à Laval avec un colloque intitulé « Célébrons notre histoire, dessinons notre futur », dont l'objectif était de réveiller le leadership et de conscientiser les femmes autochtones. Au programme des deux journées : témoignages d'anciennes présidentes, ateliers sur le leadership politique des femmes autochtones, l'environnement, la nouvelle loi sur les biens patrimoniaux, la langue et la culture, sans oublier des sujets plus difficiles comme la violence sexuelle, la traite des femmes autochtones et les traumatismes de la colonisation. La soirée est consacrée à la reconnaissance des femmes leaders crie : sept organisations régionales crie sur dix sont actuellement présidées par des femmes. Un nombre impressionnant de personnalités féminines autochtones ont pris la parole et plusieurs organismes étaient associés à l'événement\*.

Comme deuxième événement de célébration, FAQ organisait, le 8 mars 2014, une fête conjointe avec Wapikoni mobile (qui célébrait son 10<sup>e</sup> anniversaire) à l'Écomusée du fier monde, à Montréal. Une soirée festive composée de musique, poésie, danse, dégustations et défilé de mode autochtone.

Troisième et dernier événement : FAQ compte souligner de façon spéciale l'apport de ses anciennes présidentes lors de son assemblée générale en automne 2014.

\* Mesdames Collette Boudrias, Bibiane Courtois, Ellen Gabriel, Sylvia Watso, anciennes présidentes de FAQ; les chefs Anne Archambault (Grand Chef des Malécites), Alice Jérôme (Pikogan) et Salomé Mackenzie (Lac-Simon); les présidentes d'organismes crie : Dianne Otterey Reid, Violet Pachanos, Bella Moses, Kathleen J. Wooton, Darlene Cheecho, Pauline Trapper Hester, Virginia Wabano, Julie Ann Cooper; les militantes Sheelah McLean et Mélissa Mollen-Dupuis (Idle No More/Fini l'inertie) et l'activiste mohawk Ellen Gabriel; les membres de l'équipe de FAQ : Viviane Michel, Widia Larivière, Joanne Otterey et Josiane Loiselle-Boudreau; les professionnelles Wanda Gabriel (intervenante sociale), Cassandra Opikokew (chercheuse en santé) et Valérie Courtois (ingénieure forestier, Initiative boréale canadienne); le guide spirituel Mike Standup; les représentants d'organismes : Marie Wilson (Commission Vérité et Réconciliation), Dominique Peschard (Ligue des droits et libertés), Alexa Conradi (Fédération des femmes du Québec) et Louise Dionne (Coalition contre la traite humaine interne et internationale) ainsi que la ministre déléguée aux Affaires autochtones du gouvernement du Québec, Élisabeth Larouche.

organise une campagne de lettres auprès des gouvernements et institutions. Le directeur de l'événement remet publiquement en question la gouvernance et la légitimité de la décision du « Partenariat du Quartier des spectacles<sup>3</sup> ». Le 26 février, c'est la soirée de lancement du Forum social des peuples qui aura lieu du 22 au 24 août 2014 à l'université d'Ottawa. En mars 2014, la campagne électorale québécoise ramène à l'avant-plan l'enjeu de la souveraineté du Québec et la possibilité d'un troisième référendum. Alors que plusieurs politiciens autochtones déplorent le peu d'attention que les politiciens leur accordent durant la campagne, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador met en garde

le prochain gouvernement : les Premières Nations décideront elles-mêmes de leur avenir<sup>4</sup>.

**Notes**

1. Vidéo de l'intervention policière sur Idle No More le 7 octobre 2013, YouTube : <<http://www.youtube.com/watch?v=yjeCcT3DrWU>> (consulté le 14 avril 2014).
2. Rassemblement contre le pipeline d'Enbridge à Oka : « Il faut des consultations environnementales plutôt qu'un préjugé favorable aux pipelines », Québec solidaire : <<http://www.quebecsolidaire.net/rassemblement-contre-le-pipeline-denbridge-a-oka-il-faut-des-consultations-environnementales-plutot-quun-prejuge-favorable-aux-pipelines-amir-khadir/>> (consulté le 14 avril 2014).

3. Le PQDS : irresponsabilité et dérive, André Dudemaine : <<http://peuplesvisibles.tumblr.com/post/79484701499/reponse-du-festival-presence-autochtone-a-pierre>> (consulté le 14 avril 2014).
4. Souveraineté du Québec : Les Premières Nations décideront de leur avenir, APNQL : <<http://www.apnql-afnql.com/fr/actualites/pdf/comm-2014-03-14.pdf>> (consulté le 14 avril 2014).

## Entrevue

### FEMMES AUTOCHTONES : 40 ANS DE LUTTES

Entretien avec Viviane Michel,  
présidente de Femmes autochtones  
du Québec (FAQ)\*

GENEVIÈVE BEAUDET — *Quelles ont été les grandes étapes qui ont jalonné la vie de l'association Femmes autochtones du Québec/Québec Native Women Association entre 1974 et aujourd'hui? Quels ont été les succès, les moments plus difficiles?*

VIVIANE MICHEL — En 1981, après de nombreuses représentations et à la suite d'une requête de Sandra Lovelace, une Indienne sans statut, la Commission des droits de l'Homme de l'ONU a déclaré que l'article 12(1)-b de la Loi sur les Indiens était discriminatoire envers les femmes. L'adoption de la loi canadienne C-31, en 1985, permettant aux femmes indiennes ayant épousé un non-Indien de recouvrer leur statut a été une grande victoire. En 1987, nous avons lancé notre première grande campagne de sensibilisation contre la violence familiale et, en 1992, notre organisme a été reconnu officiellement au sein de la section provinciale de l'Assemblée des Premières Nations. Quant à la difficulté principale, elle est permanente : c'est la relation avec les bailleurs

de fonds – qui ont encore une attitude très paternaliste à notre égard.

G.B. — *Comment fonctionne le membership à FAQ?*

V.M. — Il y a trois sortes de membres, pour un total de 2400 membres : les femmes autochtones des nations, les membres non autochtones et les organisations. Il faut améliorer notre système, revoir notre constitution, organiser un membership – sur quatre ans peut-être? L'important est de faire grandir l'organisation, et non pas de recueillir des cotisations!

G.B. — *Comment fonctionne l'association?*

V.M. — FAQ est un organisme bilingue à but non lucratif dirigé par un conseil d'administration (CA) composé des directrices de chacune des nations, d'un représentant aîné et d'un représentant pour la jeunesse. Le mandat des directrices de nation est de deux ans.

G.B. — *Quelles sont les responsabilités du conseil d'administration?*

V.M. — Présentement, le CA s'occupe surtout d'administration, mais éventuellement les membres du CA vont s'occuper de plus en plus de sensibilisation, d'éducation et de diffusion d'information dans les communautés. Afin d'atteindre cet objectif, nous avons commencé à former les membres du CA sur le militantisme, l'éthique ou le leadership. Ces trois points sont importants, car la thématique de 2014, c'est la gouvernance.

G.B. — *Et le personnel?*

V.M. — Il y a présentement douze employés à FAQ. C'est un personnel très politisé et impliqué. Il y a trois employés administratifs, et les autres ont des dossiers spécifiques : les jeunes, la non-violence, la santé, la justice et sécurité publique, emploi et formation, analyse juridique et politique, environnement et développement durable, et projets spéciaux.

G.B. — *Quelles sont les sources de financement de FAQ?*

V.M. — Notre financement de base provient du gouvernement provincial, soit du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), et nous recevons également du côté fédéral un financement de Patrimoine canadien et des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. Pour ce qui est des projets en lien avec les postes des coordonnatrices et de leurs différents projets, nous sollicitons l'aide de plusieurs ministères, dont le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Justice du Québec, le Secrétariat à la jeunesse, etc.

G.B. — *Comment fonctionne le bilinguisme à FAQ?*

V.M. — Nous fonctionnons avec la traduction simultanée comme à l'Assemblée des Premières Nations. Je suis moi-même bilingue, je parle le français et l'innu, plusieurs de nos employées ou directrices sont bilingues et plusieurs parlent leur langue.

G.B. — *Viviane Michel, vous êtes présidente de FAQ depuis novembre 2012. Parlez-nous du parcours militant, politique et professionnel que vous avez effectué pour en arriver à occuper ce rôle.*

V.M. — Je suis originaire de Mani Utenam. J'ai d'abord été une militante activiste et j'ai manifesté contre le barrage SM3 en 1992. La Moisie est une des plus belles rivières du monde, où vivent les plus beaux saumons! Avec le barrage, on aurait perdu la flore, la faune, l'environnement. Plus tard, Michelle Audette et moi avons participé à la marche Amun pour la Loi C-3, une bataille pacifique qui a été gagnée pour la réinscription des 40 000 autochtones qui étaient en attente de retrouver leur statut. Au niveau du travail, je suis intervenante de formation spécialisée en violence familiale et en toxicomanie. J'ai siégé au Réseau des maisons d'hébergement pour femmes autochtones du Québec coordonné par FAQ, et nous avons développé de nombreux outils permettant d'adapter aux réalités culturelles des femmes autochtones les services qui leur sont offerts. J'ai travaillé comme

\* Propos recueillis par Geneviève Beudet.